

Fil d'actu du RAEMH

Septembre 2022



01 Tendances migratoires	1
02 Gestion des frontières	2
Coopération internationale & gouvernance	2
Surveillance & contrôle	2
Disparitions & sauvetages	2
Enfermement	3
Expulsions	3
Retours, réinstallations, transferts	4
03 Dans les pays de « destination »	4
Accueil - séjour - asile	4
Intégration	5
04 Contexte socio-politique - faits marquants	5
Contexte politique et sécuritaire	5
Changement climatique	6

Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.

01 Tendances migratoires

Espagne : Aux Canaries, le nombre d'arrivées a continué à augmenter depuis le début de l'année, mais la hausse est moins forte qu'en 2021. Ce ralentissement s'expliquerait par l'apaisement dans les relations entre l'Espagne et le Maroc.

En seulement 2 journées à la mi-septembre, 517 personnes en provenance d'Algérie ont débarqué sur les côtes Baléares et andalouses ; la grande majorité de nationalité algérienne.

Nigeria : l'émigration de la jeunesse nigériane vers l'Europe et l'Amérique du Nord (phénomène appelé « japa ») prend une importance grandissante. Selon l'ONU, 1,7 million de personnes avaient quitté le pays en 2020, contre 990 000 dix ans plus tôt. Si cette émigration génère des entrées de devises via les envois de fonds depuis l'étranger, elle est aussi la marque d'une fuite des cerveaux, ce fait sentir notamment dans le secteur de la santé.

02 Gestion des frontières

Coopération internationale & gouvernance

Pacte européen asile et migration : Le Conseil de l'Europe et le Parlement européen se sont accordé sur [une "feuille de route" pour l'adoption de réformes liées au Pacte](#), se donnant pour objectif de terminer toutes les négociations d'ici février 2024 (le Pacte avait été présenté en septembre 2020). Les membres restent divisés sur plusieurs points, notamment les quotas de relocalisation interne des demandeurs d'asile, ainsi que la demande de

réformes plus restrictives souhaitées par certains pays.

Déclaration UNHCR : lors d'un événement officiel en Italie, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a déclaré qu'il était « *choqué par ceux qui disent que les Ukrainiens sont de vrais réfugiés et que les autres ne le sont pas* » et a qualifié "la [législation restrictive, les barbelés, les blocus navals et les refoulements](#)" comme du "racisme".

Surveillance & contrôle



[Rapport de Alarm Phone](#) sur la criminalisation des personnes en exil / Analyse régionale de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique, 31 mars 2022 - 30 juin 2022.

Melilla : [suspension d'une mission d'eurodéputés](#) après le refus des autorités marocaines de laisser entrer sur son territoire 2 députés européens. Cette mission avait pour objectif de recueillir des informations sur les circonstances des événements de juin dernier à la frontière hispano-marocaine.

Lors d'une comparution au Congrès, le [ministre de l'Intérieur Espagnol](#) a insisté sur la violence utilisée par les migrants pour traverser la frontière et a jugé la réponse des polices espagnole et marocaine « opportune et proportionnelle ».

Maroc : s'appêtant à prendre la mer en direction des Canaries, [une femme est décédée](#) à la mi-

septembre suite à des tirs de la police, d'autres personnes ont été blessées.

Italie / Libye : une journaliste italienne a [saisi la Cour européenne des droits de l'homme \(CEDH\) pour savoir comment les fonds publics italiens et européens étaient utilisés par les forces libyennes](#) qui interceptent les migrants. La plus haute juridiction administrative italienne avait rejeté sa demande.

Royaume-Uni : Ces derniers mois, les autorités ont [sous-traité la surveillance et l'interception des bateaux](#) dans la Manche à deux sociétés privées, payées au total 2,5 millions de livres.

UE / Jet privés : [Arrestation de 5 personnes, soupçonnées d'avoir fait entrer illégalement des personnes en Europe depuis la Turquie à bord de jets privés](#). Pour 10.000€, les personnes (majoritairement Kurdes et Irakiens) se faisaient passer pour de riches voyageurs, dotés de passeports diplomatiques, qui faisaient escale en Europe où ils demandaient l'asile.

Disparitions & sauvetages

Tunisie/déclarations UNHCR : Suite à une manifestation à Zarzis pour commémorer les migrants disparus en Méditerranée, un [tweet de l'envoyé spécial du HCR pour la Méditerranée occidentale et centrale](#) Vincent Cochetel a soulevé de nombreuses réactions : « *On pleure la perte. Mais ces mêmes*

mères n'ont eu aucun problème à encourager ou payer pour que leurs enfants s'embarquent pour ces voyages dangereux». Celui-ci a par la suite présenté ses excuses.

France / Libye : [La justice française rouvre l'enquête sur le drame du «bateau cercueil»](#) découvert en mars 2011 au large de la Libye. Cette embarcation, avec 72 personnes à son bord, avait dérivé pendant 2 semaines. 63 personnes étaient mortes. 2 survivants ont déposé nombre de plaintes pour « non-assistance à personnes en danger », visant les armées mobilisées dans la région à cette époque, dont l'armée française.

Enfermement

Royaume-Uni : les autorités britanniques sont accusées [d'avoir considéré à tort des demandeurs d'asile mineurs comme adultes](#). Selon les ONG, la proportion de mineurs déclarés comme adultes tend à augmenter. Ceci s'explique par une réforme récente permettant aux agents de l'immigration de considérer dès le premier contact une personne comme adulte si elle paraît « de manière significative avoir plus de 18 ans » (auparavant c'était plus de 25 ans). Les organisations de défense des droits des personnes migrantes et réfugiées réclament l'arrêt de la politique de détermination de l'âge sur la base de l'apparence physique.

Expulsions

Maroc/Canaries : [expulsion d'un Ivoirien de 23 ans depuis les Canaries vers le Maroc](#) avant même d'avoir pu s'entretenir avec son avocat. Les ONG dénoncent une violation des droits et un grave précédent. Le jeune a finalement été expulsé jusqu'à la Côte d'Ivoire après escale à Casablanca, mais le flou demeure sur les intentions initiales de la procédure.

Turquie/Maroc : Les [autorités turques accélèrent les expulsions de ressortissants maghrébins](#). La Turquie n'imposant pas de visa d'entrée, cette route est considérée comme une alternative pour arriver en Europe.

Niger/Algérie : début septembre, conformément à un accord signé en décembre 2014 entre les 2 pays, [847 personnes, en majorité de nationalité nigérienne, ont été expulsées depuis l'Algérie vers Agadez \(Niger\)](#). Quelques semaines plus tard, ce sont de nouveau [669 personnes](#) qui ont été expulsées vers Assamaka

Allemagne/Pakistan : Des organisations de défense des migrants dénoncent [l'expulsion de demandeurs d'asile pakistanais](#) alors que le pays est frappé par de terribles inondations. Selon ces ONG, ces personnes menacées d'expulsion devraient bénéficier de la "Duldung", un permis de séjour provisoire qui permet de rester en Allemagne et qui est délivré en cas d'impossibilité de renvoyer une personne vers son pays.

Réseau européen pour les retours : lancement d'[un réseau composé de représentants des institutions des États membres \(dont l'agence Frontex\) et des pays associés à l'espace Schengen responsables du retour](#), dont la mission est de coordonner les efforts déployés par tous les États membres pour garantir des retours « efficaces » depuis l'UE.

Retours, réinstallations, transferts

Mali : L'OIM au Mali a suspendu temporairement ses services d'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) à une centaine de personnes, afin de mieux évaluer leur éligibilité. Depuis début septembre, l'OIM Mali a constaté un pic sans précédent du nombre de personnes demandant l'AVRR.

Niger: protestation contre la gestion des retours volontaires par l'OIM à Agadez. Ce mouvement a été initié principalement par des Sénégalais, exaspérés par les lenteurs des procédures leur permettant de repartir dans leur pays d'origine. Dans la foulée, 113 personnes ont finalement pu voyager. La majorité de ces personnes avait pris la route vers la Libye, d'où elles se sont finalement enfuies. Malgré la présence de 7 centres de l'OIM au Niger, ceux-ci sont tous saturés, et de nombreuses personnes vivent dans la rue dans l'attente de leur retour.

Par ailleurs, dans l'attente de leur **réinstallation** depuis 2 ans, un groupe de 25 personnes LGBT réclament au HCR à Niamey une meilleure prise en charge pour pouvoir être relocalisés. Mais il leur faut pour cela obtenir le statut de réfugié auprès des autorités nigériennes, qui le leur refusent.

Italie/France : dans le cadre du nouveau "mécanisme de solidarité volontaire" de l'UE adopté en juin (destiné à soulager les pays de "première entrée" qui font face à un grand nombre d'arrivées), un premier transfert a eu lieu de 38 demandeurs d'asile depuis l'Italie vers la France. L'Allemagne a accepté d'accueillir le plus grand nombre à travers ce mécanisme, suivie par la France (3000 personnes par an).

03 Dans les pays de « destination

Accueil – séjour - asile

France/Maghreb: alors qu'à l'automne 2021, la France avait décidé de restreindre de 50% la délivrance de visas pour l'Algérie et le Maroc et de 30% pour la Tunisie - afin d'inciter ces pays à faire des « efforts » en matière de coopération et de lutte contre l'immigration irrégulière-, un accord vient d'être signé avec la Tunisie pour un retour à la normalisation de la délivrance des visas. En revanche, pas d'évolution des négociations avec le Maroc. Voir le Communiqué du collectif Migreurop.

Des plaintes s'élèvent également depuis le Sénégal, où les délais de délivrance de visas pour la France ont dépassé plusieurs mois. Le consulat plaide la surcharge. Avec une politique de réduction de personnels dans les consulats, 30 % de postes ont été supprimés depuis dix ans.

Allemagne : En manque de main-d'œuvre, le gouvernement veut faciliter l'immigration

extérieure à l'UE et a proposé une série de mesures à mettre en place dans les prochains mois : réduction de la bureaucratie, réduction des délais pour la naturalisation, facilités pour obtenir la double nationalité.

Jurisprudence: La Cour de justice de l'UE a jugé qu'un ressortissant de pays tiers titulaire d'un permis de séjour en tant que membre de la famille d'un citoyen de l'UE peut obtenir le statut de résident de longue durée. L'affaire concernait une mère ghanéenne et son fils, qui a la nationalité néerlandaise. La décision de la CJCE pourrait créer un précédent, en permettant aux parents non européens d'enfants européens d'accéder plus facilement à des permis de séjour de longue durée. L'affaire peut désormais être citée comme jurisprudence dans des scénarios similaires, même si elle n'est pas contraignante pour d'autres cas ou d'autres pays.

Intégration

Espagne / régularisation : [entrée en vigueur de la réforme facilitant la régularisation](#) de personnes en situation irrégulière et l'accès au travail pour les étudiants étrangers. Les [organisations de défense des personnes exilées saluent cette avancée mais la considèrent insuffisante](#) au vu des nombreuses personnes dont le profil n'est pas couvert par la réforme.

Italie : [élection de l'activiste italo-ivoirien Aboubakar Soumahoro](#) à la chambre des députés, qui s'est consacré à la lutte pour les migrants et les travailleurs saisonniers dans le secteur agricole.



Rapport de l'ONG PICUM sur la protection sociale pour les en situation administrative irrégulière dans différents pays européens.

04 Contexte socio-politique - faits marquants

Contexte politique et sécuritaire

Europe

Italie : [victoire de Giorgia Meloni, leader du parti post-fasciste Fratelli d'Italia](#), aux dernières élections législatives, sera probablement la prochaine chef du gouvernement. Connue pour ses positions « anti-migrants », G. Meloni promet notamment l'idée d'un « blocus maritime » à imposer, en renforçant encore la collaboration avec la Libye, la mise en place de hotspots aux frontières extérieures de l'UE. Matteo Salvini, qui proche de G. Meloni qui pourrait éventuellement faire partie du prochain gouvernement, défend [l'interdiction d'entrée dans les eaux territoriales aux ONG secourant les migrants en mer](#).

Royaume Uni : suite au départ de Boris Johnson, [Liz Truss est devenue la nouvelle première ministre et a nommé une nouvelle ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, en remplacement de Priti Patel](#). Sur le volet des migrations, toutes les deux devraient s'inscrire dans la continuité de leurs prédécesseurs.

Afrique de l'Ouest

Lors d'un [discours à l'assemblée générale des Nations Unies à New York](#), le colonel Maïga,

premier ministre **malien**, a porté u discours critique vis-à-vis de la France, la Minusma, du secrétaire générale de l'ONU, mais aussi de la Côte d'Ivoire, du Niger, et de la Cedeao. Ses propos virulents ont généré une forte polémique. Au début du mois, la junte [réclamait a levée des sanctions africaines](#) au vu de ses « avancées » vers la transition démocratique. Avec le Niger et la Côte d'Ivoire, les relations diplomatiques sont tendues : d'une part, les [autorités nigériennes](#) ont décidé la suspension du transit des produits pétroliers destinés au Mali, et d'autre part, la [libération des 49 soldats ivoiriens retenus au Mali](#) est toujours en négociation.

En revanche, [le Mali reste proche du Burkina Faso](#), et de [la Guinée](#), tous deux également mis de côté par les instances de gouvernance africaines et internationales. Des « sanctions progressives » individuelles contre la junte militaire guinéenne ont d'ailleurs été décidées par [les autres pays de la région](#).

Au Burkina Faso, [nouveau putsch militaire](#) avec le renversement du lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba par le capitaine Traoré, après seulement 8 mois au pouvoir. Les putschistes justifient leur coup de force par « la dégradation continue de la situation sécuritaire ». Cette contestation du pouvoir en place est concomitante avec une contestation claire de l'influence française dans le pays, alors que les autorités semblent se rapprocher de la Russie.

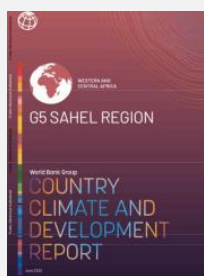
Afrique de l'Est

Ethiopie : suspicion [de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité](#) commis par les autorités fédérales et régionales. Les experts missionnés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU dénoncent les conséquences gravissimes sur les populations de l'obstruction généralisés de l'accès aux services de base, à la nourriture, aux soins de santé et à l'aide humanitaire dans la région du Tigré.

Soudan : [UNICEF et Save the Children](#) s'alarment des risques que les enfants soudanais voient leur scolarité interrompue au vu des nombreux troubles qui agitent le pays (crise socio-économique depuis le coup d'Etat militaire d'octobre 2021, fermeture prolongée des écoles durant la pandémie de Covid-19). Environ 6,9 millions de filles et de garçons, soit 1/3 enfant en âge d'être scolarisé, ne vont pas à l'école, et 12 millions supplémentaires verront leur scolarité fortement perturbée par le manque d'enseignants, d'infrastructures et d'un environnement d'apprentissage propice à la réalisation de leur potentiel.

Changement climatique

Inondations : En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, des [pluies record](#) ont causé la mort de plusieurs centaines de personnes. Au Nigeria, on décompte 300 morts et au moins 100.000 personnes déplacées, des milliers de fermes détruites. Au [Niger](#) et au Tchad, on enregistre également un nombre inédit de personnes affectées par les inondations.



[Rapport de la Banque Mondiale](#) exhortant les pays du Sahel à prioriser l'adaptation climatique en diversifiant leurs économies, pour mieux faire face à la crise climatique et à l'insécurité alimentaire. Le rapport souligne aussi que les cinq pays sahéliens contribuent à moins de 1 % des émissions de gaz à effet de serre.



[Rapport de l'Organisation Météorologique Mondiale \(OMM\)](#) sur l'état du climat en Afrique, qui met l'accent sur le stress hydrique et les risques liés à l'eau.